



Avec **Antoine Bondaz**, chercheur à la FRS (Fondation pour la recherche stratégique) où il dirige notamment le Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie.

Photo ci-dessus :

Arche sur laquelle on peut lire « Taïwan peut aider », installée devant le bâtiment des Nations Unies à Genève le jour de l'Assemblée mondiale de la Santé de l'OMS, le 24 mai 2021. Alors que la Chine s'apprêtait à célébrer les 50 ans de son entrée à l'ONU, des responsables américains et taiwanais ont discuté en octobre 2021 des moyens qui pourraient permettre à Taïwan de participer « de manière significative » aux travaux des Nations Unies. Si Pékin juge que « Taïwan n'a aucun droit de participation à l'ONU », le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a estimé que la contribution de l'île serait nécessaire pour faire face « à un nombre sans précédent de défis mondiaux ». (© AFP/Fabrice Coffrini)



Taïwan : une puissance diplomatique ?

Considérée comme un poids plume vis-à-vis de la République populaire de Chine, la République de Chine (Taïwan) n'en demeurerait pas moins la 20^e puissance économique mondiale en 2020. La même année, la présidente Tsai Ing-wen déclarait que « la communauté internationale considère Taïwan comme une réussite démocratique, un partenaire fiable et une force du bien dans le monde ». Comment expliquer cette popularité ? Que représente Taïwan aux yeux du monde en 2021 ?

A. Bondaz : On assiste à une prise de conscience, en Europe, de l'importance de Taïwan ainsi qu'à la fin d'une forme d'invisibilisation de l'île. En témoignent, à deux échelles différentes, le lancement par la Fondation pour la recherche stratégique d'un programme de recherche dédié aux questions de diplomatie et de sécurité liées à Taïwan en 2020 — le premier de ce type dans un think tank en Europe — ou encore l'inclusion de Taïwan dans la stratégie de coopération en Indopacifique de l'Union européenne en septembre 2021.

Taïwan attire de plus en plus l'attention d'un monde qui le considère comme un exemple, voire un modèle, que ce soit dans la lutte contre la pandémie de Covid-19, le maintien de son modèle de croissance, la promotion des valeurs démocratiques,

la lutte contre les ingérences numériques ou encore l'investissement dans les technologies émergentes, dont les semi-conducteurs.

Le pays s'illustre en effet dans les classements internationaux. Selon l'index de démocratie publié chaque année par *The Economist*, l'île était, en 2020, une « démocratie à part entière », le 11^e pays le plus démocratique au monde et le plus démocratique en Asie de l'Est. Dans le classement annuel du Forum économique mondial en matière de compétitivité, Taïwan était au 12^e rang, en 2019, devant la Corée du Sud, le Canada et la France. Taïwan est également reconnu comme étant le 5^e pays avec le plus grand potentiel d'innovation économique au monde devant Singapour, selon un indice publié par *Bloomberg Economics*.

Enfin, notons que la couverture médiatique de Taïwan est également sans précédent. Si on utilise la récurrence de la mention de Taïwan dans l'ensemble des articles publiés par quatre médias entre 2019 et 2020, alors la hausse du nombre d'articles est de +149 % pour l'AFP, +464 % pour *Le Figaro*, +54 % pour le *New York Times* et +146 % pour CNN. L'année 2021 marquera certainement un nouveau record.



Selon le ministre taiwanais des Affaires étrangères, Joseph Wu, « la Chine ne cesse jamais de chercher à étouffer Taïwan sur la scène internationale ». Aujourd'hui, seulement 14 pays reconnaissent la République de Chine (Taïwan). Qui sont-ils et pourquoi continuent-ils à reconnaître Taïwan malgré les pressions de Pékin, qui a réussi à convaincre une douzaine de pays de mettre un terme à leurs relations diplomatiques depuis 2000 ?

Taïwan n'a en effet de relations diplomatiques qu'avec 14 pays, principalement

mier mandat de Tsai Ing-wen, entre 2016 et 2020 : Kiribati et îles Salomon (en 2019), la République dominicaine et El Salvador (en 2018), Panama (en 2017) et Sao-Tomé-et-Principe (en 2016). Il faut reconnaître que pour un grand nombre de pays, développer des relations officielles avec la Chine permet d'obtenir des financements et des subventions chinoises, tout en facilitant les échanges économiques, ce qui est une incitation évidente. Rappelons ici que la France a mis fin à ses relations diplomatiques avec Taïpei en 1964, plusieurs années après le

Royaume-Uni (1950) mais bien avant les États-Unis (1979) ou encore la Corée du Sud (1992).

Cette tendance à la réduction du nombre de pays ayant des relations diplomatiques avec Taïwan est ancienne, Pékin ayant davantage de relations diplomatiques que Taïpei depuis le début des années 1970, et elle devrait se poursuivre. Taïwan n'est pour autant pas isolé et entretient des relations avec de très nombreux pays. L'ouverture, en décembre 2020, du Bureau annexe d'Aix-en-Provence du Bureau de représentation de Taïpei en France, puis en novembre 2021 du Bureau de représentation taiwanais en Lituanie, vient compléter un réseau diplomatique dense de 111 postes diplomatiques à l'étranger. Ce réseau est bien loin d'égaliser ceux de la Chine (276 postes), des États-Unis (273 postes) et de la France (267 postes) — les trois plus importants au monde selon le *Lowy Institute Global Diplomacy Index* (2019).

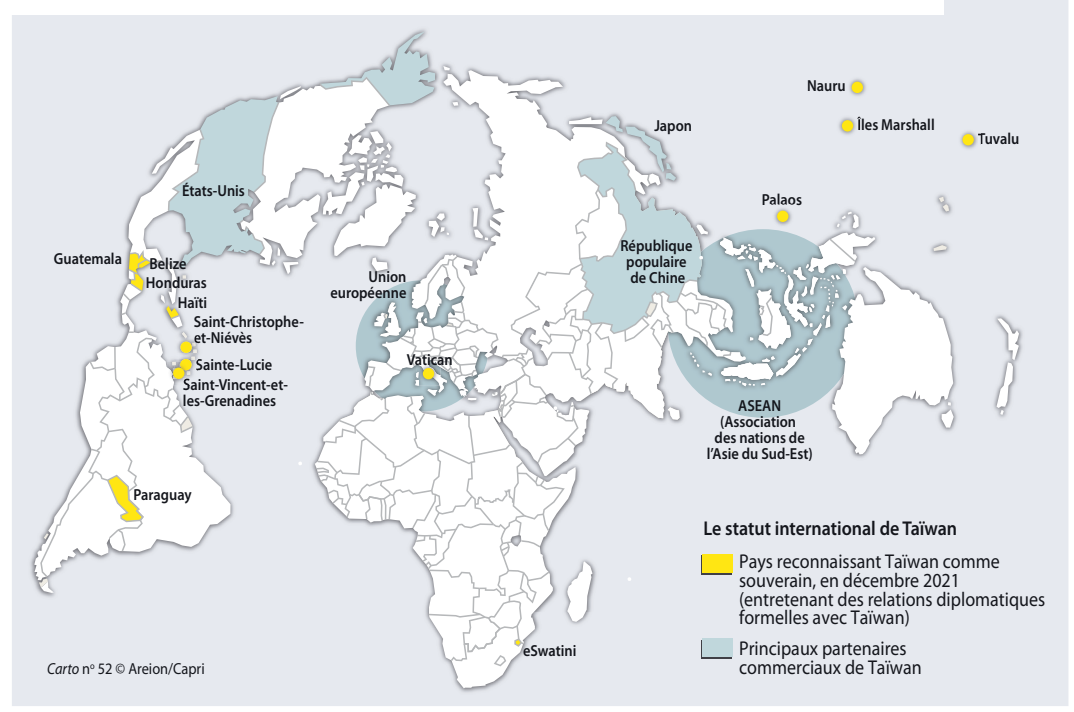
Ainsi, le réseau diplomatique taiwanais, malgré des contraintes internationales sans équivalent, est le 31^e au monde, devant ceux de la Malaisie (107 postes), de la Suède et d'Israël (104 postes), et de la Norvège (99 postes). Il est le 8^e réseau diplomatique des pays de l'Indopacifique, juste derrière ceux de l'Australie (118 postes) et du Pakistan (117 postes).



“ Taïwan attire de plus en plus l'attention d'un monde qui le considère comme un exemple, voire un modèle, que ce soit dans la lutte contre la pandémie de Covid-19, le maintien de son modèle de croissance, la promotion des valeurs démocratiques, la lutte contre les ingérences numériques ou encore l'investissement dans les technologies émergentes, dont les semi-conducteurs. ”

en Amérique latine (Belize, Guatemala, Honduras et Paraguay), dans les Caraïbes (Haïti, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) et dans le Pacifique (îles Marshall, Nauru, Palaos, et Tuvalu), pays auxquels il faut ajouter l'Eswatini, en Afrique, et le Vatican, en Europe. Comme tout chef d'État, Tsai Ing-wen réalise régulièrement des visites à l'étranger : au royaume d'Eswatini en avril 2018, au Paraguay en août 2018, à Palau, à Nauru et aux îles Marshall, en mars 2019 — dans le cadre d'une visite appelée « Océans de démocratie » — ou encore à Haïti, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines et à Sainte-Lucie, en juillet 2019, avec des escales remarquables à New York et Denver aux États-Unis (1). Depuis 2000, les pressions ou incitations chinoises ont convaincu une douzaine de pays de mettre un terme à leurs relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. Six d'entre eux l'ont fait au cours du pre-

La reconnaissance internationale de Taïwan en décembre 2021





Comment Taïwan arrive-t-il à maintenir un tel réseau diplomatique et quelles sont les spécificités de ce réseau ?

Contrairement à l'image d'un pays isolé sur la scène internationale, Taïwan est un pays ayant des relations diverses et approfondies avec un grand nombre de pays. Sur ce point, il faut rappeler que la République de Chine fait partie d'un groupe restreint d'États partiellement reconnus n'étant pas (ou plus) membres de l'Organisation des Nations unies. Notons par exemple le cas du Kosovo, qui a déclaré son indépendance de la Serbie en février 2008, et qui est reconnu par près de 100 pays.

tions et héritages expliquent cette diversité. Une même appellation, telle que « Bureau de représentation de Taipei », permettrait de donner plus de cohérence à ce réseau sans restreindre la nature de la coopération à des activités économiques, tant celle-ci est diversifiée, mais incluant plutôt les questions éducatives et scientifiques de lutte contre le changement climatique, d'aide au développement, etc. Enfin, en termes de couverture, on peut noter l'absence de postes diplomatiques en Asie centrale et dans le Maghreb, ainsi que leur très faible présence sur le continent africain. À l'inverse, dans certains pays, l'existence d'un poste diplomatique taïwanais est particulièrement

Pékin, et non plus la République de Chine, et donc Taipei, qui siège au sein de l'organisation. Depuis, les États-Unis, mais aussi les pays européens, n'essayent pas d'avoir une double représentation de Pékin et Taipei mais plutôt de s'assurer d'une participation de Taïwan aux organisations internationales quand les statuts le permettent. Mais pour que cela soit possible, il faut que Pékin ne mette pas son veto, ce qui est le cas depuis l'arrivée au pouvoir de Tsai Ing-wen. Une participation de Taïwan n'est donc pas sans précédent puisque le pays faisait par exemple partie de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) entre 2009 et 2016.



“ Loin de rester local, tout conflit serait d'une ampleur bien plus globale. Il impliquerait au moins les États-Unis et potentiellement le Japon, ainsi que d'autres alliés conventionnels des États-Unis dans la région. ”

remarquable et remarquée. C'est le cas des États insulaires du Pacifique, de Nauru et de Tuvalu, où seuls des diplomates australiens et taïwanais sont en poste, des États insulaires des Caraïbes, de Saint-Kitts-et-Nevis et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, où seuls des diplomates brésiliens et taïwanais sont présents, et enfin du Somaliland, où la ville d'Hargeisa accueille uniquement des diplomates turcs et taïwanais. Notons finalement la spécificité de Gros Islet à Sainte-Lucie, dans les Caraïbes, mais aussi d'Aix-en-Provence, des villes n'ayant que des Taïwanais comme diplomates en poste.

Comme le soulignait une résolution du Sénat adoptée en mai 2021, et comme la France le rappelle par la voix du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, les statuts de l'OMS, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), d'Interpol et enfin de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) offrent chacun aux entités dépourvues de statut étatique des possibilités de participation ne portant pas atteinte aux droits des États membres. Dans ces cas précis, Taïwan devrait donc pouvoir être associé.

Par ailleurs, si la présence officielle de Taïwan dans les organisations internationales a été fortement restreinte depuis les années 1970, elle n'a pas été complètement éliminée. Taïwan est membre de plusieurs organisations internationales, comme la Banque asiatique de développement, sous le nom de « Taipei, Chine », le Comité international olympique (CIO), la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) sous le nom de « Taipei chinois », ou encore l'Organisation mondiale du commerce (OMC), sous le nom de « Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen, Matsu (Taipei chinois) ».

En 1971, la République populaire de Chine (Pékin) a pris la place de la République de Chine (Taïwan) au Conseil de sécurité de l'ONU. Pourquoi et comment ce choix a-t-il été fait malgré la volonté de Washington d'obtenir une double représentation de Pékin et Taipei à l'ONU ? De quelle façon Taïwan est-il représenté à l'ONU depuis ?

Depuis 1971, et l'adoption de la résolution 2758 par l'Assemblée générale des Nations Unies, c'est en effet la République populaire de Chine, et donc

Photo ci-dessus :

Le 10 janvier 2017, la présidente taïwanaise est reçue à Managua par son homologue du Nicaragua, Daniel Ortega. Le 9 décembre 2021, le gouvernement de ce dernier, réélu un mois plus tôt, annonçait que le Nicaragua rompait ses relations diplomatiques avec Taïwan en déclarant que « la République populaire de Chine est l'unique gouvernement légitime qui représente toute la Chine, et Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois ». Par cette action, le Nicaragua réduisait alors à quatorze le nombre de pays reconnaissant Taïwan. (© Office of the President, Republic of China)

Il convient ici de préciser que la question n'est pas de savoir si Taïwan est ou n'est pas un pays du fait du faible nombre de ses relations diplomatiques, ou s'il s'agit d'un État *de facto* et non d'un État *de jure*, etc. La souveraineté d'un État ne saurait se limiter à une souveraineté juridique internationale fondée sur la reconnaissance par les autres États, et doit donc prendre en compte la souveraineté intérieure mais aussi la souveraineté fonctionnelle, ce qui est le cas de Taïwan. Concernant les spécificités de ce réseau diplomatique, les postes diplomatiques ont des appellations diverses, plus d'une dizaine étant référencés comme « bureau », « délégation » ou « mission », et mettent principalement en avant la dimension économique, commerciale et culturelle de leurs activités. Ceci n'est pas sans poser la question de la nécessité pour Taipei d'harmoniser le nom de ces postes diplomatiques, même si les tradi-



Aujourd'hui, l'Indopacifique occupe une place de plus en plus importante de la stratégie des grandes puissances. Comment Taïwan, situé au cœur de la région indopacifique, gère-t-il sa position ? Quelle est sa place dans le nouveau jeu d'alliance qui se met en place ?

La fin de l'invisibilisation de Taïwan dans l'expression publique de l'Union européenne et des États membres passe aussi par la mention explicite de Taïwan dans la Stratégie de coopération en Indopacifique de l'Union européenne, comme je l'évoquais précédemment. Notons sur ce point l'absence surprenante de toute mention de Taïwan dans « La stratégie de la France pour l'Indopacifique » publiée en juillet 2021, conduisant à une certaine forme d'incohérence dans l'expression publique française, qu'il conviendrait de résoudre au plus vite. (2) Taïwan est de fait un partenaire de coopération dans la région qui dispose d'une valeur ajoutée considérable sur des sujets clés : la lutte et l'adaptation au changement climatique, la digitalisation de l'économie ou encore la lutte contre les ingérences numériques.

Au-delà, Taïwan a mis en place sa propre stratégie pour l'Indopacifique depuis longtemps. En effet, la principale initiative diplomatique et commerciale de Tsai Ing-wen, présentée pour la première fois pendant sa campagne présidentielle et lancée en août 2016, est la *New Southbound Policy*. Elle vise à renforcer les relations avec 18 pays cibles, principalement sur les questions économiques, mais aussi culturelles. Si la Chine continentale n'est officiellement pas mentionnée dans les discours et les documents officiels, les spécialistes taiwanais et chinois s'accordent à dire que le véritable objectif de cette politique est de réduire la dépendance économique de l'île vis-à-vis du continent, afin de garantir davantage l'autonomie politique de l'île (3).

En 2020, un collectif de neuf experts et députés appelait l'Union européenne « à revoir sa politique d'une seule Chine et à soutenir Taïwan », alors que les positions européennes se bornent essentiellement à préserver le *statu quo*. Quelle est actuellement la position de l'UE et de ses principales puissances sur la question taïwanaise ? Quid des relations entre l'UE et Taïwan ?

L'Union Européenne et l'ensemble des États membres continuent de mettre en œuvre une politique d'une seule Chine, i.e. ils n'ont de relations diplomatiques qu'avec la République populaire de Chine. Cependant, il faut noter non seulement l'importance de l'Europe pour Taïwan mais aussi l'approfondissement de relations bilatérales.

L'UE reste le premier investisseur étranger de Taïwan. En 2020, elle s'est classée au premier rang tant pour le stock total (25,7 %) que pour le flux (38,8 %) des investissements directs étrangers de Taïwan. Ce dernier est devenu le 14^e partenaire commercial de l'UE dans le monde et le 5^e en Asie, avec des échanges à 49,3 milliards d'euros. L'UE est le 4^e partenaire commercial de Taïwan, derrière la Chine, les États-Unis et le Japon.

En dépit des restrictions liées à la pandémie, l'UE et Taïwan ont mené à bien un bon nombre de projets bilatéraux ces deux dernières années, dont le second Forum d'investissement de l'UE qui s'est tenu virtuellement le 14 octobre 2021, et ils ont promu les opportunités d'investissement en Europe, notamment dans le cadre des programmes phares de l'UE sur le *Green Deal* et l'Europe numérique. Ils ont entre autres rassemblé Tsai Ing-wen, le ministre des Affaires économiques, Wang Meihua, le chef du Bureau économique et commercial européen,

Filip Grzegorzewski, et la directrice générale de la DG Trade de la Commission européenne, Sabine Weyand.

L'UE et Taïwan continuent de coopérer dans divers domaines tels que les politiques industrielles et numériques, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, les questions sociales, le changement climatique, l'éducation et la culture. Parmi les dialogues que l'UE souhaite continuer à développer, notons en particulier le dialogue sur la politique industrielle ou le dialogue numérique sur l'économie, ou encore l'échange judiciaire UE-Taïwan de 2020, qui a permis d'échanger les points de vue sur la législation et les pratiques respectives en matière de droits de l'homme.

Parmi les thèmes prioritaires, la résilience des chaînes d'approvisionnement et les chaînes de valeur critiques, ainsi que la lutte contre les ingérences numériques étrangères, apparaissent comme idéales en 2022. Dans le premier cas, la



vice-présidente exécutive pour une Europe adaptée à l'ère numérique, Margrethe Vestager, a rappelé le 19 octobre 2021 que l'Union espère voir Taïwan comme un partenaire important pour atteindre les objectifs de la loi européenne sur les semi-conducteurs. Le commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, a également échangé récemment avec le PDG de la *Taiwan Semiconductor Manufacturing Company* (fonderie de semi-conducteurs de Taïwan), dans le cadre du projet européen *Chips Act*, sans toutefois se rendre sur l'île pour l'instant. Il s'était rendu à Washington, Tokyo et Séoul pour le *Tech & Chips Tour* en octobre 2021.

Au-delà, et comme je le répète fréquemment, y compris lors d'une audition récente au Parlement européen en février 2021, les Européens ont un rôle à jouer pour préserver le *statu quo* dans le détroit et éviter tout changement unilatéral par la force qui serait contraire à nos intérêts. Loin de rester local, tout conflit serait d'une ampleur bien plus globale. Il impliquerait au moins les États-Unis et potentiellement le Japon, ainsi que d'autres alliés conventionnels des États-Unis dans la région — tous des pays qui sont des partenaires économiques et de sécurité essentiels pour l'Europe. Un conflit mettrait en danger la vie de plus de 15 000 citoyens européens résidant à Taïwan, provoquerait

Photo ci-dessus :

Le 7 octobre 2021, le sénateur français Alain Richard est reçu à Taïwan par la présidente Tsai Ing-wen. En octobre 2021, une délégation de sénateurs français, « en concertation étroite avec le Quai d'Orsay », se rendait à Taïwan pour une visite d'une semaine dans l'objectif de favoriser la participation de l'île à plusieurs assemblées internationales telles que l'OMS, la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ou Interpol. Pékin a fait part de sa désapprobation quant à cette visite, réprochant tout « contact officiel entre les pays ayant des relations diplomatiques avec la Chine et les autorités taïwanaises ». (© AFP/CNA Pool)



Photo ci-dessous :

Le 18 novembre 2021 était inauguré à Vilnius le « bureau de représentation de Taïwan » en Lituanie. En devenant le premier pays de l'UE à accueillir une représentation de Taïwan en Europe depuis 18 ans, la Lituanie a profondément déplu à Pékin, qui a décidé de rétrograder ses relations diplomatiques avec Vilnius au rang de « chargé d'affaires ». En quittant le groupe des « 17+1 » (forum initié par Pékin avec 17 pays d'Europe centrale et orientale pour étendre l'influence économique et politique de la Chine) en mai 2021 et en appelant les autres à la suivre mais aussi en « recommandant » aux utilisateurs de smartphones chinois de les « jeter au plus vite », la Lituanie est devenue le pays européen le plus opposé à la Chine. (© MOFA.gov.tw)

d'énormes perturbations dans les chaînes de valeur mondiales, et menacerait les investissements directs étrangers européens sur l'île.

Il est aussi fondamental pour l'UE et les États membres de comprendre qu'ils ont avant tout un rôle important à jouer pour prévenir une hausse brutale des tensions, voire un conflit dans le détroit de Taïwan. Les Européens devraient adopter une stratégie visible et crédible pour dissuader la Chine de changer unilatéralement et par la force le *statu quo* en signalant qu'une telle initiative serait trop risquée, mais surtout trop coûteuse. Ils commencent timidement à le faire.

Depuis cette année, l'UE et plusieurs États membres reconnaissent pleinement et surtout publiquement « l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan » et « encouragent la résolution pacifique des problèmes entre les deux rives ». Ce fut le cas de la France, de l'Allemagne et de l'Italie dans la déclaration du G7, de l'UE dans une déclaration avec les États-Unis en juin 2021, mais aussi de la France au cours de son dialogue politique et militaire avec l'Australie en août 2021, ou encore dans la communication conjointe de la Commission européenne sur la stratégie de coopération en Indopacifique de l'UE en septembre 2021.

Depuis quelque temps, plusieurs pays d'Europe de l'Est ont entamé un rapprochement avec Taïwan. Comment expliquer cette situation et est-ce le signe que Taïwan pourrait à l'avenir être reconnu par davantage de pays ?

Effectivement, la visite du ministre des Affaires étrangères de Taïwan à Bratislava, Prague et Bruxelles a été très largement commentée, tout comme la décision de Vilnius d'accepter l'ouverture d'un Bureau de représentation taïwanais en Lituanie, rejoignant ainsi les 16 États membres de l'UE qui disposent déjà d'un poste diplomatique. Le terme utilisé dénote avec celui utilisé dans les autres pays européens, qui est celui de « Bureau de représentation de Taipei ». Si cela ne remet en aucun cas en cause la politique d'une seule Chine, ni de l'UE, ni de la Lituanie, cette annonce a contrarié la stratégie chinoise d'isolement international de Taïwan.

Au-delà des critiques officielles et de l'annonce d'un rabaissement des relations diplomatiques au niveau des chargés d'affaires (il n'y a donc plus d'ambassadeur réciproque), les médias d'État chinois tels que le *Global Times* ont affirmé que la Lituanie devait « payer le prix pour avoir joué ouvertement la « carte Taïwan » » et ont ajouté : « nous suggérons également aux autorités commerciales chinoises d'examiner attentivement les importations et les exportations de la Chine avec la Lituanie », appelant à des sanctions économiques. Ces sanctions sont depuis devenues une réalité, ciblant en particulier les produits agricoles lituaniens exportés vers la Chine. Le pays a ainsi fait le choix de gérer un différend politique à travers des outils de coercition économique, faisant de fait d'un différend bilatéral avec la Lituanie un différend avec l'UE.

L'Union européenne et les États membres ont réagi rapidement : la porte-parole de la Commission a « regretté l'action de la Chine » et réaffirmé que celle-ci ne constituait pas « une

“ La Chine a ainsi fait le choix de gérer un différend politique à travers des outils de coercition économique, faisant de fait d'un différend bilatéral avec la Lituanie un différend avec l'UE. ”

violation de la politique d'une seule Chine de l'UE ». En parallèle, 13 présidents de commissions des affaires étrangères de 11 pays européens ont apporté un soutien explicite à la Lituanie. Comme le soulignait récemment Margrethe Vestager, les États membres qui subissent la coercition chinoise suite à la prise de décisions, que la Chine juge offensantes, ont « besoin de soutien et de notre solidarité ».

Dans ce contexte, il est indispensable pour l'UE de continuer à s'opposer à cette coercition tout en développant des outils adaptés. Les consultations initiées dès début 2021 par la Commission européenne sur la création d'un instrument anti-coercition sont donc évidemment une bonne chose. Si les réflexions initiales portaient principalement sur les sanctions extraterritoriales américaines, dont les entreprises françaises et européennes ont très largement subi les effets, il est nécessaire de prendre pleinement en compte les risques associés à la coercition économique chinoise en tirant toutes les conséquences des précédents sud-coréens, australiens mais aussi lituaniens désormais.

**Propos recueillis par Thomas Delage
le 22 novembre 2021**

Notes

- (1) Antoine Bondaz, « Taïwan, une puissance diplomatique à part entière », FRS, Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie, mars 2021.
- (2) Antoine Bondaz, « France in the Indo-Pacific: a credible strategy in the making? », 9DashLine, 14 septembre 2021.
- (3) Antoine Bondaz, « Tsai Ing-wen's New Southbound Policy: the view from the mainland », in « Taïwan between Xi and Trump », China analysis, European Council on Foreign Relations, avril 2017.

